

Table des matières

Introduction	13
Chapitre I – L’objet et la finalité du droit du travail	14
<i>Section I – L’objet du droit du travail</i>	15
<i>Section II – La fonction du droit du travail</i>	16
Chapitre II – Histoire du droit du travail	18
<i>Section I – De l’Antiquité au milieu du XIX^e siècle</i>	18
§ I – De l’Antiquité à la Révolution	19
§ II – Le régime libéral	20
<i>Section II – La naissance du droit du travail</i>	22
<i>Section III – L’essor du droit du travail, de 1936 à 1974</i>	24
<i>Section IV – Le droit du travail de 1975 à nos jours</i>	26
Chapitre III – Les sources du droit du travail	30
<i>Section I – Les sources supranationales</i>	30
§ I – Le droit international	30
§ II – Le droit social européen	32
<i>Section II – Les sources nationales</i>	37
§ I – Les sources étatiques	37
§ II – La jurisprudence	40
§ III – Les sources professionnelles	42
<i>Section III – La hiérarchie des sources</i>	55
§ I – La hiérarchie classique des normes	55
§ II – L’ordre public	56

Partie I

Les relations individuelles de travail

Titre I – La conclusion du contrat de travail	61
Chapitre I – Le contrat de travail, un contrat particulier	61
<i>Section I – Les critères du contrat de travail</i>	62
§ I – Le travail pour le compte d’autrui	64
§ II – La rémunération	66
§ III – L’état de subordination	68
§ IV – Les présomptions	73

<i>Section II – Les caractères du contrat de travail</i>	75
<i>Section III – Les conditions de fond du contrat de travail</i>	78
§ I – Le consentement	78
§ II – La capacité	80
§ III – L’objet et la cause du contrat de travail	82
Chapitre II – Le recrutement des salariés	84
<i>Section I – La protection des droits et libertés</i>	86
§ I – Le principe général	86
§ II – Les règles destinées à protéger les droits et libertés	86
<i>Section II – Les garanties destinées à assurer le respect des droits et libertés des candidats</i>	94
§ I – La suppression des atteintes aux droits et libertés, le droit d’alerte	95
§ II – Des textes dépourvus de sanctions spécifiques	95
§ III – Les moyens de lutter contre les discriminations	96
Chapitre III – Les différents contrats de travail	102
Sous-chapitre I – Le contrat à durée indéterminée	102
<i>Section I – Les conditions de forme du contrat à durée indéterminée</i>	103
§ I – Le principe	103
§ II – Les exceptions au principe	105
§ III – Les formalités liées à l’embauche	105
<i>Section II – Le contenu du contrat de travail</i>	106
§ I – La période d’essai	107
§ II – La clause de non-concurrence	117
Sous-chapitre II – Le contrat à durée déterminée	122
<i>Section I – Le recours au contrat à durée déterminée</i>	123
§ I – Le contrat à durée déterminée, un contrat d’exception	123
§ 2 – Les cas de recours au contrat à durée déterminée	123
<i>Section II – Les interdictions de recours au contrat à durée déterminée</i>	129
§ I – L’interdiction de recourir au contrat à durée déterminée à la suite de licenciement économique	130
§ II – La protection d’un droit constitutionnel : le droit de grève	130
§ III – L’interdiction en vue de préserver la santé des salariés	131
<i>Section III – La durée des contrats à durée déterminée</i>	131
§ I – La fixation du terme et la durée du contrat	131
§ II – La succession de contrats	134
<i>Section IV – Les droits et obligations du salarié sous contrat à durée déterminée</i>	137
§ I – Le principe	137
§ II – Le cas particulier de la période d’essai	138
<i>Section V – La forme et le contenu du contrat</i>	139
<i>Section VI – La fin du contrat à durée déterminée</i>	141
§ I – La fin du contrat à l’échéance normale	141
§ II – La rupture anticipée	144

<i>Section VII – Les sanctions</i>	149
§ I – La sanction civile: la requalification en cas à durée indéterminée	149
§ II – Les sanctions pénales	153
Titre II – Les conditions de travail	155
Chapitre I – Le salaire	155
<i>Section I – La notion générale de salaire</i>	156
§ I – Les différentes formes de salaire	156
§ II – Les éléments de la rémunération	159
§ III – Les compléments qui n'ont pas la nature juridique de salaire	161
<i>Section II – La fixation du salaire</i>	162
§ I – Le respect de l'ordre public salarial	162
§ II – Le respect des minima	166
<i>Section III – Les modalités de paiement</i>	169
§ I – La date et les modes de paiement du salaire	170
§ II – Le bulletin de salaire	170
§ III – La prescription des salaires	171
<i>Section IV – La protection du salaire</i>	172
§ I – L'employeur est créancier du salarié	172
§ II – Les créanciers autres que l'employeur	174
§ III – La protection du salarié en cas de difficultés de l'entreprise	174
Chapitre II – La durée et l'aménagement du temps de travail	175
<i>Section I – La durée du travail</i>	176
§ I – La durée légale et maximale de travail	176
§ II – Le temps de travail effectif et les notions voisines	179
<i>Section II – Les heures supplémentaires</i>	185
§ I – Le régime des heures supplémentaires	186
§ II – Les contreparties aux heures supplémentaires	188
<i>Section III – L'organisation du travail</i>	195
§ I – Les horaires individualisés	195
§ II – Le travail à temps partiel	196
<i>Section IV – L'aménagement du temps de travail</i>	206
§ I – L'aménagement conventionnel du temps de travail tel qu'il résulte de la loi du 20 août 2008	208
§ II – La répartition de l'horaire sur une période de quatre semaines au plus	211
<i>Section V – Les temps de repos</i>	212
§ I – Les temps de repos quotidien et hebdomadaire	213
§ II – Les jours fériés	215
§ III – Les congés payés	218

Chapitre III – La formation professionnelle continue	228
<i>Section I – Le plan de formation</i>	230
§ I – La mise en place du plan de formation	230
§ II – L’incidence d’une formation suivie dans le cadre du plan de formation sur le contrat de travail	236
<i>Section II – Le congé individuel de formation</i>	239
§ I – Les conditions	239
§ II – La situation juridique du salarié pendant le CIF	242
§ III – Le financement du congé individuel de formation	243
§ IV – L’issue de la formation	244
<i>Section III – Le compte personnel de formation</i>	244
§ I – Les conditions d’application du Compte personnel de formation	245
§ II – La mise en œuvre du compte personnel de formation	246
§ III – Le financement du compte personnel de formation	248
Titre III – Les perturbations dans l’exécution du contrat de travail	251
Chapitre I – Les perturbations inhérentes à la personne du salarié	251
Sous-Chapitre I – Les incidents de santé	251
<i>Section I – La maladie d’origine non professionnelle</i>	252
§ I – La suspension du contrat de travail	253
§ II – La rupture du contrat de travail	261
<i>Section II – L’inaptitude d’origine non professionnelle</i>	267
§ I – L’appréciation de la capacité médicale	268
§ II – Les conséquences d’une décision d’inaptitude	273
<i>Section III – Les accidents du travail et les maladies professionnelles</i>	282
§ I – La protection pendant la suspension du contrat de travail	283
§ II – La protection à l’issue de la période de suspension	288
Sous-Chapitre II – La maternité, la paternité, l’adoption et l’éducation des enfants	295
<i>Section I – La protection de la maternité</i>	296
§ I – La protection de la femme en début de grossesse	296
§ II – La protection de la maternité par le congé de maternité	301
§ III – La protection contre le licenciement	305
<i>Section II – Les autres congés</i>	308
§ I – Le congé de paternité et l’accueil d’un enfant	309
§ II – Le congé d’adoption	310
§ III – Les congés pour se consacrer à l’éducation d’un enfant	310
Chapitre II – Les perturbations tenant à l’entreprise	315
Sous-Chapitre I – Le transfert d’entreprise	316
<i>Section I – Les conditions d’application de l’article L. 1224-1 du code du travail</i>	317
§ I – L’évolution jurisprudentielle	318

§ II – Les conditions actuelles d’application de l’article L. 1224-1 du code du travail	319
§ III – Le transfert conventionnel et volontaire du contrat de travail	324
Section II – <i>Les effets du transfert d’entreprise</i>	325
§ I – Les effets sur le contrat de travail	326
§ II – La répartition des obligations entre les employeurs successifs	332
Section III – <i>La rupture des contrats de travail</i>	333
§ I – Les licenciements antérieurs au transfert	334
§ II – Les licenciements postérieurs au transfert des contrats de travail	336
Sous-chapitre II – La révision du contrat de travail	337
Section I – <i>La modification du contrat de travail</i>	338
§ I – Les hypothèses de modification du contrat de travail	338
§ II – Le régime juridique applicable en cas de modification du contrat de travail	343
Section II – <i>Le simple changement des conditions de travail</i>	348
§ I – Le contenu	348
§ II – Le régime juridique applicable au changement des conditions de travail et aux situations assimilées	355
Titre IV – Le droit disciplinaire	357
Chapitre I – Les garanties de fond	359
Section I – <i>La faute donnant lieu à sanction</i>	359
§ I – La qualification de faute	360
§ II – La prescription des fautes	360
Section II – <i>La sanction disciplinaire</i>	361
§ I – Les différentes sanctions	361
§ II – Les limites au prononcé des sanctions	365
Chapitre II – La procédure disciplinaire	368
Section I – <i>Le respect de la procédure disciplinaire légale</i>	368
§ I – La procédure allégée pour les sanctions mineures	369
§ II – La procédure pour les sanctions autres	370
Section II – <i>Le cas particulier de la procédure disciplinaire conventionnelle</i>	373
Chapitre III – Un contrôle prud’homal	374
Section I – <i>Un contrôle large conféré aux juges</i>	374
§ I – Le contrôle de la régularité de la procédure	374
§ II – Le contrôle juridictionnel sur le fait fautif	375
§ III – Le contrôle juridictionnel sur la sanction	375
Section II – <i>Les effets du contrôle</i>	376
§ I – La possible annulation en cas d’irrégularité de forme	376
§ II – La possible annulation pour disproportion sans pouvoir de substitution	376
§ III – L’annulation pour sanction injustifiée ou faits prescrits	377

Titre V – La rupture du contrat à durée indéterminée	379
Sous-titre I – Le licenciement	379
Chapitre I – Le licenciement pour motif personnel	380
<i>Section 1 – La procédure de licenciement</i>	380
§ I – La procédure applicable à tout licenciement pour motif personnel	381
§ II – Les particularismes procéduraux en cas de licenciement pour motifs disciplinaires	386
<i>Section II – La cause réelle et sérieuse de licenciement</i>	388
§ I – La notion de cause réelle et sérieuse	389
§ II – Les principales applications pratiques du licenciement pour motif personnel	391
<i>Section III – Les droits des salariés licenciés</i>	403
§ I – Le droit au préavis	403
§ II – L’indemnité de licenciement	409
§ III – Le versement d’une indemnité compensatrice de congés payés	412
<i>Section III – La contestation du licenciement</i>	412
§ I – Le délai de contestation	413
§ II – La preuve	413
§ II – Le droit à une éventuelle réparation	417
Chapitre II – Le licenciement pour motif économique	427
<i>Section I – La définition du licenciement pour motif économique</i>	432
§ I – La cause qualificative du licenciement, le motif non inhérent à la personne du salarié	433
§ II – La justification du licenciement pour motif économique	435
<i>Section II – Le reclassement du salarié</i>	448
§ I – L’obligation de chercher à reclasser, un préalable à tout licenciement économique	449
§ II – La proposition de reclassement	450
§ III – Les suites de la proposition de reclassement	457
<i>Section III – L’ordre des licenciements</i>	458
§ I – L’établissement de l’ordre des licenciements	459
§ II – L’application de l’ordre des licenciements	460
§ III – Les recours du salarié	463
<i>Section V – Les mesures sociales d’accompagnement</i>	465
§ I – La priorité de réembauchage	466
§ II – Le plan de sauvegarde de l’emploi	470
§ III – Le congé de reclassement et le contrat de sécurisation professionnelle	486
§ IV – La revitalisation des bassins d’emploi	488
<i>Section V – Le délai de prescription en matière économique</i>	489

Chapitre III – La nullité du licenciement	490
<i>Section I – Le domaine de la nullité</i>	490
§ I – La nullité du licenciement des salariés spécialement protégés	491
§ II – La nullité du licenciement dont le motif est attentatoire à des règles d'ordre public	492
<i>Section II – La sanction du licenciement nul</i>	500
§ I – La portée de la nullité du licenciement	500
§ II – L'action en justice	500
§ III – Les règles de preuve et de prescription	501
§ IV – Les conséquences de la nullité	503
Sous-titre II – Les modes de rupture autres que le licenciement	507
Chapitre I – La rupture du contrat à durée indéterminée à l'initiative du salarié	507
<i>Section I – La démission</i>	507
§ I – La démission valable	508
§ II – Les démissions non valables	514
<i>Section II – La prise d'acte de rupture</i>	518
§ I – Les personnes pouvant prendre acte de la rupture du contrat de travail	518
§ II – Les conditions de la prise d'acte	519
§ III – Les conséquences de la prise d'acte	522
<i>Section III – La résiliation judiciaire du contrat de travail</i>	524
§ I – Les titulaires de l'action en résiliation judiciaire	525
§ II – Les conditions de l'action en résiliation judiciaire	527
§ III – Les effets de la résiliation judiciaire	528
Chapitre II – La rupture conventionnelle	530
<i>Section I – Le domaine de la rupture conventionnelle</i>	532
<i>Section II – Le processus de construction de la rupture conventionnelle</i>	535
§ I – L'élaboration de la convention de rupture	536
§ II – La rétractation	539
§ III – L'homologation de la convention de rupture	540
<i>Section III – Les effets de la rupture conventionnelle et les recours</i>	541
§ I – Les conséquences de la rupture conventionnelle	541
§ II – La contestation de la rupture conventionnelle	543
Sous-Titre III – Les documents remis à la fin de la relation de travail	545

Partie II

Les relations collectives du travail

Titre I – La représentation élue et la représentation syndicale	549
Chapitre I – La mise en place des représentants élus et désignés	552
<i>Section I – L'obligation de mettre en place et de renouveler des représentants élus et désignés</i>	552
§ I – Les entreprises concernées	552
§ II – Les effectifs	553
§ III – Le moment de déclenchement de la mise en place des institutions et le moment de leur renouvellement	559
<i>Section II – Le cadre d'implantation des salariés mandatés</i>	562
§ I – L'implantation des représentants élus et désignés dans une entreprise à structure simple	563
§ II – L'entreprise comporte plusieurs établissements	563
§ III – L'unité économique et sociale (UES)	570
§ IV – Le site	575
<i>Section III – Les élections dans l'entreprise</i>	576
§ I – Le déclenchement du processus électoral	577
§ II – Le protocole d'accord préélectoral	581
§ III – Les opérations électorales	588
<i>Section IV – La représentation du syndicat</i>	595
§ I – La section syndicale	595
§ II – Les représentants des syndicats dans l'entreprise	596
Chapitre II – Le statut des représentants du personnel	604
<i>Section I – La protection statutaire des représentants des salariés</i>	605
§ I – Les bénéficiaires de la protection	605
§ II – La protection	610
<i>Section II – Les moyens mis à disposition des représentants du personnel pour l'exercice de leur mission</i>	630
§ I – Les heures de délégation	630
§ II – La liberté de déplacement et de circulation	636
§ III – Le local	637
§ IV – Le droit d'affichage et les autres moyens de communication	640
Chapitre II – Les attributions des représentants des salariés	642
<i>Section I – Les attributions des délégués du personnel</i>	643
§ I – Les attributions générales des délégués du personnel	644
§ II – Les attributions supplétives des délégués du personnel	648
§ III – Les réunions des délégués du personnel	649

<i>Section II – Le rôle du comité d'entreprise</i>	650
§ I – La composition et le fonctionnement du comité d'entreprise	650
§ II – Les missions du comité d'entreprise	656
<i>Section III – Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail</i>	669
§ I – Le fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	670
§ II – Les attributions du CHSCT	673
<i>Section III – Les attributions des représentants du syndicat dans l'entreprise</i>	677
§ I – Le délégué syndical	677
§ II – Le représentant de la section syndicale	680
§ III – Le représentant du syndicat au comité d'entreprise	681
Titre II – Les conventions collectives et accords collectifs	683
Chapitre I – La conclusion des conventions collectives	690
<i>Section I – Un contrat ouvert</i>	690
§ I – Les parties contractantes	690
§ II – L'adhésion	693
<i>Section II – Les conditions de validité</i>	694
§ I – Le niveau de l'entreprise ou du groupe	695
§ II – Le niveau de la branche ou le niveau interprofessionnel	696
<i>Section III – Les conditions de forme et de publicité</i>	697
§ I – Les conditions de forme	697
§ II – La notification et les conditions de publicité	697
Chapitre II – L'application des conventions et accords collectifs	698
<i>Section I – Les conditions d'applicabilité</i>	698
§ I – Les conditions tenant à l'entreprise	698
§ II – Les critères tenant au salarié	699
§ III – Les conditions tenant au champ géographique	699
§ IV – Les conditions tenant au champ professionnel	700
§ V – Les conditions tenant à l'application temporelle de la convention collective	704
§ VI – Les situations particulières	704
<i>Section II – La durée des conventions collectives</i>	705
§ I – La convention collective à durée indéterminée	706
§ II – La convention collective à durée déterminée	721
<i>Section III – Les effets de l'application des conventions et accords collectifs</i>	722
§ I – Les effets de la convention collective sur le contrat de travail	722
§ II – L'information et la communication envers les salariés et les représentants du personnel	724
Chapitre III – Articulation des conventions et accords collectifs	724
<i>Section I – Les conflits de juxtaposition et de succession</i>	725

<i>Section II – Le conflit de superposition</i>	726
§ I – Une ou plusieurs conventions collectives ont été conclues avant mai 2004	726
§ II – Le conflit de superposition entre des conventions et accords conclus après mai 2004	727
Chapitre V – Les règles particulières	728
<i>Section I – Les conventions de branche et les accords interprofessionnels</i>	729
§ I – L’extension des conventions collectives	729
§ II – L’élargissement des conventions collectives	734
<i>Section II – Les conventions d’entreprise</i>	736
§ I – La négociation obligatoire	736
§ II – L’encouragement au développement de la négociation d’entreprise	737
Titre III – La grève	739
Chapitre I – La définition jurisprudentielle de la grève	741
<i>Section 1. La définition de la grève</i>	
§ I – La cessation de travail	742
§ II – La cessation collective et concertée	744
§ III – Les revendications	745
<i>Section II – La limite à l’exercice du droit de grève : l’abus du droit de grève</i>	750
Chapitre II – Les effets de la cessation de travail sur les contrats de travail	751
<i>Section I – La situation des grévistes pendant le conflit</i>	752
§ I – La suspension du contrat	752
§ II – La protection de l’emploi du salarié gréviste	754
<i>Section II – La situation des salariés qui participent à un mouvement illicite ou une grève abusive</i>	757
<i>Section III – La situation des non-grévistes pendant le conflit</i>	758
Chapitre III – Les moyens de riposte de l’employeur	759
<i>Section I – La poursuite de l’activité</i>	759
§ I – Les moyens portant sur des personnes	759
§ II – Les moyens portant sur la production	760
<i>Section II – La fermeture temporaire de l’entreprise, le lock-out</i>	761
§ I – Le principe, l’interdiction du lock-out	761
§ II – L’exception, l’admission du lock-out	762
Chapitre IV – L’appel à un tiers	763
<i>Section I – L’appel au juge</i>	763
§ I – L’expulsion de grévistes en cas d’occupation des locaux	763
§ II – Les responsabilités pour fait de grève	765
<i>Section II – L’appel à un tiers en fin de conflit</i>	767
Index	769